Revue hebdomadaire de la presse allemande

POLITIQUE INTERIEURE

Accord entre la CDU/CSU et le SPD sur la politique d'asile

Après le compromis trouvé en début de semaine par la CDU/CSU, l'ensemble de la presse rapporte vendredi 6 juillet qu'à l'issue d'une nouvelle rencontre au niveau des chefs des partis et des présidents des groupes parlementaires de la coalition, conservateurs et sociaux-démocrates se sont mis d'accord sur un ensemble de mesures intitulées « paquet pour une réorganisation de la politique migratoire ». Qualifié de « bonne solution » par la présidente du SPD, Andrea Nahles, ce paquet prévoit notamment une accélération des procédures d'asile, l'adoption cette année d'une loi sur l'immigration (une revendication centrale du SPD, rappelle le *Tagesspiegel*), le renvoi des migrants secondaires vers le premier pays d'accueil sur la base d'accords qui vont devoir être négociés avec chacun des pays concernés. Les « centres de transit » préconisés par la CSU sont abandonnés au profit de « procédures de transit », limités à la seule frontière germano-autrichienne, pour lesquelles les infrastructures de la police fédérale vont être utilisées. Afin que le dispositif fonctionne, insiste le *Tagesspiegel*, des accords bilatéraux vont devoir être conclus avec la Grèce et l'Italie, pays dont proviennent la majeure partie des migrants ayant déjà déposé une demande d'asile. Cette condition fait peser une lourde hypothèque sur les plans échafaudés par Berlin, poursuit le journal, le Premier ministre hongrois ayant signalé, lors de sa conférence de presse conjointe avec la chancelière hier à Berlin, qu'il s'opposerait à toute reprise de migrants refoulés par l'Allemagne, au motif que son pays n'est pas compétent pour des demandeurs d'asile entrés via la Grèce sur le territoire européen.

Rendant également compte de la visite à Vienne du ministre fédéral de l'intérieur et chef de la CSU, les journaux relèvent que Horst Seehofer a fait marche arrière par rapport à ses exigences initiales (refouler dès la frontière allemande les migrants secondaires), seuls les demandeurs d'asile ayant déposé une première demande en Autriche devant y être reconduits. Une partie de la presse cite le chancelier autrichien qui a déclaré à l'issue de la rencontre que l'on s'était mis d'accord sur le fait que l'Allemagne n'adopterait pas de mesures préjudiciables à l'Autriche. Le tabloïd *Bild* signale que le ministre allemand rencontrera la semaine

prochaine ses homologues autrichien et italien pour évoquer la question de la fermeture de la route du sud de l'Europe, à savoir la fermeture de la Méditerranée aux migrants.

Le fait que la rencontre entre Angela Merkel et Viktor Orban a donné à voir toute la « profondeur du fossé qui s'est creusé entre Berlin et Budapest » (*Die Welt*) conduit les éditorialistes à constater que de plus en plus de pays ont fait le choix de « l'isolement » et ne conçoivent plus l'Europe que comme un « rempart » (*Berliner Morgenpost*). « L'esprit européen est devenu nationaliste », écrit le *Handelsblatt* avant de déplorer un débat migratoire ayant perdu toute dignité et occultant désormais toute dimension humaine. Le journal constate que dans ce bras de fer, la chancelière, jadis « dompteuse de l'Europe », est réduite au rang de « quémandeuse ». Elle a certes raison d'insister, comme elle l'a fait en présence de Viktor Orban, sur la dimension de solidarité sans laquelle l'Europe ne peut fonctionner, mais le risque est grand que ses appels résonnent dans le vide.

POLITIQUE EUROPEENNE

Conseil européen

Toutes tendances confondues, la presse estime que l'accord migratoire présenté au petit matin du 29 juin par les Vingt-Huit se limite à des déclarations d'intention dont la mise en œuvre reste conditionnée au bon vouloir des Etats concernés. Les journaux s'interrogent sur les différents centres envisagés (centres contrôlés sur le territoire de l'UE et plateformes régionales extraterritoriales de débarquement). La *FAZ* note qu'il existe déjà des centres d'accueil dans l'UE, les « hotspots », mais que créer des centres enfermant les migrants jusqu'à ce que leur demande d'asile soit tranchée serait une mesure « d'une dureté inédite, car on n'a encore jamais incarcéré de demandeurs d'asile en Europe », affirme le journal. Les quotidiens de gauche et centre-gauche critiquent ce raidissement de la politique d'asile européenne. La *Berliner Zeitung* résume le sentiment des éditorialistes : « le problème est que toutes les idées avancées, que ce soit la création de nouveaux centres ou la répartition de migrants entre Etats membres, doivent être mises en œuvre sur la base du volontariat, qu'aucun pays en Afrique du nord comme dans l'UE n'est disposé à accueillir ces nouveaux centres, et que les Européens de l'Est continuent à refuser toute répartition des migrants ». Pour trouver des partenaires sur la rive sud de la Méditerranée, l'Europe n'aura d'autre choix que d'y consacrer un budget conséquent et de faire des concessions, considère la *FAZ*, une approche vivement critiquée par le quotidien alternatif de gauche *tageszeitung*, pour qui « l'UE arrogante et nombriliste doit cesser de traiter l'Afrique de haut et parler avec l'Union africaine sur un pied d'égalité, car ce dont les Africains ont besoin, ce n'est un secret pour personne, c'est de voies légales de liberté de circulation rendant superflue l'immigration illégale ». Le tabloïd *Bild* s'agace de ce qu'il considère comme un accord de façade et non la « percée » politique revendiquée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE au terme d'une nuit de négociations. « Il n'y a matière à se réjouir que quand des décisions sont mises en œuvre efficacement », juge le journal populaire.

La presse doute par ailleurs que la chancelière ait obtenu, comme elle l'aurait annoncé dans une lettre aux chefs de partis et de groupes parlementaires, l'accord de principe de 14 pays de l'UE pour reprendre les demandeurs d'asile qui

y ont été enregistrés. Les journaux rendent compte du démenti immédiatement apporté par la Hongrie, la République tchèque et la Pologne, évoqués dans cette liste selon certains médias, et du fait qu'Angela Merkel a « rétropédalé » (*Bild*) à ce sujet dans son interview hier à *ZDF*, ce qui pour le tabloïd discrédite la communication de la chancelière. Dans ce contexte, *Bild* évoque – une première dans les médias allemands – le fait que de tels accords de reprise sur la base de la réciprocité ne seraient pas forcément à l'avantage de l'Allemagne, qui devrait elle-même reprendre davantage de migrants qu'elle n'en renverrait dans les pays concernés : « en 2017, Berlin a demandé à la France de prendre 4417 migrants, mais à l'inverse, nous aurions dû en reprendre 9939 », détaille *Bild* en citant encore les exemples du Luxembourg (76 demandes de renvoi contre 590 demandes de reprises en Allemagne), et des Pays-Bas (« nous voulions renvoyer 1746 réfugiés tandis que les Néerlandais voulaient que nous en reprenions 2964 »).

En ce qui concerne les réformes de la zone euro, les médias ne cachent pas leur déception de voir ces réformes « ajournées » pour cause de priorité donnée aux questions migratoires. « Les réformes n'avancent pratiquement pas, les négociations doivent continuer jusqu'en décembre, on ne parle pas de budget », résume la *FAZ*. Les quotidiens notent que les fortes attentes s'étaient déjà dissipées en amont du conseil européen compte tenu des désaccords de fond entre les Etats de l'UEM sur un budget de la zone euro ou encore sur la garantie des dépôts bancaires. Dans un éditorial intitulé « de Meseberg à nulle part », la *FAZ* porte un jugement sévère sur la feuille de route franco-allemande sur l'avenir de l'UEM, jugeant que « la déclaration est mal ficelée, c'est une sorte de liste de vœux pieux qui parfois se contredisent et semblent en partie peu réalistes ». Seules propositions ayant trouvé grâce aux yeux des rédactions de la *FAZ*, les idées de régimes d'insolvabilité pour les Etats surendettés et de conditions plus strictes pour les prêts non performants, mais qui « ne peuvent que se heurter à un veto italien et ne valent donc pas le papier sur lequel elles sont écrites », poursuit l'éditorialiste. Le reste de la presse, qui avait anticipé le fait que les réformes de l'UEM n'étaient plus la priorité de ce Conseil européen dans le contexte de la crise politique déclenchée à Berlin par les questions migratoires, ne consacre à ce thème que des comptes rendus annexes, à la tonalité factuelle.

Réformes judiciaires en Pologne

La *Süddeutsche Zeitung* relève la « persévérance » de la Commission européenne qui, se préoccupant à nouveau de l'Etat de droit en Pologne, a ouvert une procédure d'infraction d'urgence contre le projet de réforme de la Cour suprême destiné à envoyer à la retraite plus d'un tiers des juges de la Cour (27 sur 72) âgés de plus de 65 ans. Soulignant que Bruxelles s'attendait à un revirement face à cette la loi en projet depuis plusieurs semaines, la *Süddeutsche Zeitung* déplore néanmoins l'inaction (et implicitement la naïveté) de l'UE qui aurait dû agir plus tôt contre les lois polonaises violant la législation communautaire en saisissant la Cour de justice de l'UE. « Il est trop tard pour l'Etat de droit », juge le journal. La *FAZ* regrette aussi, après le précédent hongrois, la mise au pas de la dernière institution polonaise indépendante et conclut à un nouveau signal alarmant pour l'avenir de l'unité de l'UE.

En milieu de semaine, la *FAZ* rapporte les propos du vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, reprochant au gouvernement polonais de « faire peser une menace permanente sur l'Etat de droit », « face à quoi l'UE ne pouvait pas rester les yeux fermés ». Ces propos sont intervenus lors du dé-

bat au parlement européen avec le Premier ministre polonais Morawiecki venu présenter à Strasbourg ses projets pour l'Europe.

Déplorant le « glissement vers l'autoritarisme » (*FAZ*) de la Pologne où « l'arbitraire s'est substitué à l'impérieuse obligation du droit » (*tageszeitung*), les journaux critiquent aussi l'impuissance de l'UE face à cette situation. « Pour obtenir des résultats, l'UE devrait retirer à la Pologne son droit de vote, suspendre tous ses versements et même menacer d'une exclusion, dans l'hypothèse du non-rétablissement de l'Etat de droit », préconise la *Süddeutsche Zeitung*. La *tageszeitung* redoute que « l'opération bruxelloise de sauvetage de la démocratie polonaise » intervienne trop tard, d'autant que, comme le souligne *Die Welt*, « hormis quelques manifestations, une majorité de la population est indifférente à l'action du parti au gouvernement qui annule la séparation des pouvoirs et rabaisse le judiciaire au rang d'instrument au service de son maintien ». « Malgré son comportement, le PiS reste la force politique la plus appréciée en Pologne », se fait fort de rappeler le journal qui voit le pays, pour un temps indéterminé, en proie à une « contre-révolution ».

Le parlement européen rejette la directive sur les droits d'auteur

Le rejet par le parlement européen de la directive sur les droits d'auteur fait réagir quelques quotidiens. La *FAZ* se réjouit du « vrai débat » auquel a donné lieu un projet de la « souvent si lointaine Bruxelles ». C'est « l'UE qui a gagné », écrit le quotidien pour qui il serait faux, et même éhonté, de rejeter la responsabilité de l'échec sur les lobbyistes de Google. Une diversité de voix, tous partis confondus, s'étant exprimées contre la directive. Regrettant la manière dont « le lobby de Google triomphe », *Die Welt* déplore que la modernisation pourtant nécessaire de la directive sur les droits d'auteur à l'échelle de toute l'Europe va tarder à voir le jour. A contrario, le *Tagesspiegel* se félicite de l'échec du vote, « car la loi dans sa forme actuelle induit plus de conséquences négatives que positives », les dispositions sont soit inefficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre, soit potentiellement liberticides en Hongrie ou en Pologne. « Plus de temps pour réfléchir » et améliorer le projet ne nuira pas, fait valoir le quotidien de Berlin pour qui la lutte contre le monopole des GAFFA devrait davantage passer par une réforme du droit des cartels et de la concurrence. /.